

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 — 1631

6 AVRIL 1995. — Loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}

Insertion, dans l'arrêté royal n° 78, d'un chapitre I^{er}bis
réglementant l'exercice de la kinésithérapie

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, modifié par les lois des 26 avril 1973, 17 décembre 1973, 20 décembre 1974, 13 décembre 1976 et 30 décembre 1977, l'arrêté royal du 8 juin 1983, les lois des 14 mai 1985 et 26 décembre 1985, l'arrêté royal du 26 décembre 1985, les lois des 19 décembre 1990 et 26 juin 1992, l'arrêté royal du 9 novembre 1992 et les lois des 6 août 1993 et 22 février 1994, est inséré un chapitre I^{er}bis (nouveau) intitulé « L'exercice de la kinésithérapie ».

Art. 2. Dans le même arrêté royal est inséré un article 21bis, rédigé comme suit :

« Art. 21bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, et sans restreindre la notion d'art médical visée à cet article, nul ne peut exercer la kinésithérapie s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi peut fixer les conditions et les règles pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au § 1^{er}.

Cet agrément ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire en kinésithérapie ou d'un diplôme d'enseignement supérieur non universitaire en kinésithérapie sanctionnant une formation dans le cadre d'un enseignement de plein exercice comportant au moins quatre années d'études.

§ 3. Nul ne peut porter le titre professionnel de kinésithérapeute s'il n'est titulaire de l'agrément visé au § 1^{er}.

§ 4. Est considéré comme exercice illégal de la kinésithérapie, le fait pour une personne qui n'y est pas autorisée en vertu du § 1^{er} de procéder habituellement à :

1° des interventions systématiques destinées à remédier à des troubles fonctionnels de nature musculo-squelettique, neurophysiologique, respiratoire, cardiovasculaire et psychomotrice par l'application d'une des formes suivantes de thérapie :

a) la mobilisation, qui consiste à faire exécuter des mouvements au patient, à des fins médicales, avec ou sans assistance physique;

(1) Session 1993-1994.

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 944/1 déposée par MM. Diegenant et Mahoux. — Rapport n° 944/2. — Amendements n° 944/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 22 et 23 juin 1994. — Adoption. Séance du 23 juin 1994.

Session 1993-1994.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat n° 1520/1.

Session 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Avis du Conseil d'Etat n° 1520/2. — Amendement n° 1520/3. — Rapport n° 1520/4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 15 mars 1995. — Adoption. Séance du 16 mars 1995.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 95 — 1631

6 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, met het oog op de regeling van de uitoefening van de kinesitherapie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I

Invoeging in het koninklijk besluit nr. 78

van een hoofdstuk Ibis tot regeling van de uitoefening van de kinesitherapie

Artikel 1. In het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, gewijzigd bij de wetten van 26 april 1973, 17 december 1973, 20 december 1974, 13 december 1976 en 30 december 1977, het koninklijk besluit van 8 juni 1983, de wetten van 14 mei 1985 en 26 december 1985, het koninklijk besluit van 26 december 1985, de wetten van 19 december 1990 en 26 juni 1992, het koninklijk besluit van 9 november 1992 en de wetten van 6 augustus 1993 en 22 februari 1994, wordt een hoofdstuk Ibis (nieuw) ingevoegd met als opschrift : « De uitoefening van de kinesitherapie ».

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 21bis. § 1. In afwijking van artikel 2, § 1, en zonder de betekenis van het begrip « de geneeskunde », bepaald in dit artikel, te beperken, mag niemand de kinesitherapie uitoefenen die niet houder is van een erkenning afgegeven door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden en regels bepalen voor het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in § 1 bedoelde erkenning.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan de houder van een universitaire diploma in kinesitherapie of een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit en kinesitherapie dat een opleiding in het kader van een voltijds onderwijs bekroont dat ten minste vier studiepunten omvat.

§ 3. Niemand mag de beroepstitel van kinesitherapeut dragen die niet houder is van de in § 1 bedoelde erkenning.

§ 4. Als onwettige uitoefening van de kinesitherapie wordt beschouwd, het gewoondijk verrichten door een persoon die er niet toe gemachtigd is krachtens § 1 van :

1° systematische handelingen met als doel functieproblemen van spierskeletale, zenuwfysiologische, respiratoire, cardiovasculaire en psychomotorische aard te verhelpen door het toepassen van één van de volgende vormen van therapie :

a) de lichaams oefeningstherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel door de patient doen uitvoeren van bewegingen, met of zonder fysieke bijstand;

(1) Zitting 1993-1994.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Voorstel van wet nr. 944/1 ingediend door de heren Diegenant en Mahoux. — Verslag nr. 944/2. — Amendementen nr. 944/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 22 en 23 juni 1994. — Aanneming. Vergadering van 23 juni 1994.

Zitting 1993-1994.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgezonden door de Senaat nr. 1520/1.

Zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Advies van de Raad van State nr. 1520/2. — Amendement nr. 1520/3. — Verslag nr. 1520/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 15 maart 1995. — Aanneming. Vergadering van 16 maart 1995.

b) la massothérapie, qui consiste à soumettre le patient à des techniques de massage, à des fins médicales;

c) les thérapies physiques, qui consistent à appliquer au patient, à des fins médicales, des stimuli physiques non invasifs tels que les courants électriques, les rayonnements électro-magnétiques, les ultrasons, le chaud et le froid ou la balnéation;

2° des examens et des bilans de motricité du patient visant à contribuer à l'établissement d'un diagnostic par un médecin ou à instaurer un traitement constitué d'interventions visées au 1°;

3° la conception et la mise au point de traitements constitués d'interventions visées au 1°;

4° la gymnastique prénatale et postnatale.

§ 5. Le Roi peut préciser les actes visés au § 4.

§ 6. Les personnes agréées en vertu du § 1er ne peuvent exercer la kinésithérapie qu'à l'égard des patients qui sont envoyés sur la base d'une prescription faite par une personne habilitée à exercer l'art médical en vertu de l'article 2, § 1er, premier alinéa.

Cette prescription doit revêtir la forme d'un écrit. Elle indique le diagnostic ou les éléments de diagnostic établis par le médecin, la ou les prestations demandées par celui-ci ainsi que le nombre maximum de séances de traitement à effectuer par le kinésithérapeute.

Avec l'accord du médecin qui effectue l'envoi, le kinésithérapeute peut accomplir d'autres prestations que celles prescrites ou s'abstenir de réaliser les prestations prescrites.

A la demande du médecin qui effectue l'envoi, le kinésithérapeute est tenu de lui communiquer un rapport sur la réalisation du traitement et les résultats obtenus.

Art. 3. Dans le même arrêté royal est inséré un article 21ter, rédigé comme suit :

« Art. 21ter. § 1er. Il est institué, auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, un Conseil national de la kinésithérapie.

§ 2. Le Conseil national de la kinésithérapie a pour mission de donner au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à la kinésithérapie.

§ 3. Le Conseil national de la kinésithérapie peut également donner aux Gouvernements des communautés, à leur demande, des avis en toutes matières relatives aux études et à la formation des kinésithérapeutes.

§ 4. Le Conseil national de la kinésithérapie est composé de :

1° quatorze membres, kinésithérapeutes, pratiquant la kinésithérapie et ayant une expérience d'au moins dix ans dont au moins quatre personnes exerçant leur profession depuis au moins dix ans dans le secteur de l'enseignement universitaire en kinésithérapie ou de l'enseignement supérieur non universitaire en kinésithérapie;

2° six membres habilités à exercer l'art médical en vertu de l'article 2, § 1er, dont trois pratiquent la médecine générale et trois pratiquent des spécialités médicales différentes, l'un de ces derniers pratiquant la médecine physique;

3° deux fonctionnaires représentant le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Les fonctionnaires visés au 3° siègent avec voix consultative et assurent le secrétariat du conseil.

Chaque membre du conseil est pourvu d'un suppléant répondant aux mêmes conditions que lui.

§ 5. Les membres effectifs et suppléants du conseil sont nommés par le Roi pour une période de six ans, renouvelable une fois.

Les membres visés au 1° et au 2° du § 4 sont nommés sur des listes doubles présentées par les associations et organisations professionnelles représentatives des professions auxquelles ils appartiennent.

§ 6. Lors de la première constitution du Conseil national de la kinésithérapie, peuvent être considérés comme kinésithérapeutes les personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité sur la proposition du Conseil d'agrégation des kinésithérapeutes de cet institut.

b) de massagetherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel toepassen van massage technieken op de patient;

c) de fysische therapieën, zijnde het tot geneeskundig doel aan de patient toedienen van niet-invasieve fysische prikkels, zoals elektrische stromen, elektromagnetische stralingen, ultrageluiden, warmte- en koudeapplicaties en balneotherapie;

2° het verrichten van onderzoeken en het opstellen van balansen van de motoriek van de patient met als doel bij te dragen tot het stellen van een diagnose door een geneesheer of een behandeling bestaande uit de in het 1° bedoelde handelingen in te stellen;

3° het concipiëren en het uitwerken van behandelingen bestaande uit de onder het 1° bedoelde handelingen;

4° de prenatale en postnatale gymnastiek.

§ 5. De Koning kan de onder § 4 bedoelde handelingen nader bepalen.

§ 6. De krachtens § 1 erkende personen mogen enkel kinesithérapie uitoefenen ten aanzien van de patiënten die op grond van een voorschrift door een persoon worden verwezen die krachtens artikel 2, § 1, eerste lid, gemachtigd is om de geneeskunde uit te oefenen.

Het voorschrift moet een schriftelijk document zijn. Het vermeldt de diagnose of de diagnostische gegevens van de arts, de prestatie of de prestaties die hij vraagt, alsook het maximum aantal behandelingsbeurten bij de kinesithérapeut.

Wanneer de doorverwijzende arts instemt, mag de kinesithérapeut ook andere dan de voorgeschreven prestaties verrichten of de voorgeschreven prestaties niet verrichten.

Op verzoek van de doorverwijzende arts moet de kinesithérapeut hem een verslag bezorgen over de uitvoering van de behandeling en de verkregen resultaten.

Art. 3. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 21ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 21ter. § 1. Bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, wordt een Nationale Raad voor de Kinesithérapie ingesteld.

§ 2. De Nationale Raad voor de Kinesithérapie heeft tot taak aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de kinesithérapie.

§ 3. De Nationale Raad voor de Kinesithérapie kan ook de regeringen van de Gemeenschappen, op hun verzoek, advies verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de studies en opleiding van de kinesithérapeuten.

§ 4. De Nationale Raad voor de Kinesithérapie bestaat uit :

1° veertien leden kinesithérapeuten, die de kinesithérapie uitoefenen en die een minimale ervaring van tien jaar bezitten van wie ten minste vier personen hun beroep sedert ten minste tien jaar uitoefenen in het universitair onderwijs in de kinesithérapie of in het hoger onderwijs buiten de universiteit in de kinesithérapie;

2° zes leden die gemachtigd zijn om de geneeskunde uit te oefenen krachtens artikel 2, § 1, waarvan drie beoefenaars van de huisarts-geneeskunde en drie beoefenaars van verschillende medische specialismen, waaronder één de fysische geneeskunde uitoefent;

3° twee ambtenaren die de Minister vertegenwoordigen tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

De in het 3° bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem en verzorgen het secretariaat van de Raad.

Aan elk lid van de Raad wordt een plaatsvervanger toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd.

§ 5. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De leden bedoeld in het 1° en 2° van § 4 worden benoemd op basis van dubbele lijsten, voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen.

§ 6. Bij de eerste samenstelling van de Nationale Raad voor de Kinesithérapie kunnen beschouwd worden als kinesithérapeuten de personen erkend door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, op voorstel van de Erkenningsraad voor de kinesithérapeuten van dit instituut.

§ 7. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de la kinésithérapie. Celui-ci ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou sont représentés par leur suppléant. Les décisions du conseil sont acquises à la majorité des trois quarts des membres visés au § 4, 1° et 2°, pour autant que cette majorité comprenne au moins deux membres visés au § 4, 2°.

CHAPITRE II. — *Autres modifications de l'arrêté royal n° 78 à la suite de l'insertion d'un chapitre Ier bis*

Art. 4. § 1er. A l'article 7, § 1er, du même arrêté royal les mots « 21bis » sont insérés entre les mots « articles 2, 3 et 4 » et les mots « ne peuvent exercer ».

§ 2. L'article 7, § 2, du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A la demande de l'intéressé, la commission peut viser le document par lequel l'établissement d'enseignement ou le jury central atteste que l'impétrant a réussi l'examen final donnant droit au diplôme requis. »

Art. 5. § 1er. A l'article 8, § 1er, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots « les praticiens visés à l'article 2 et à l'article 3 » sont remplacés par les mots « les praticiens visés aux articles 2, 3 et 21bis ».

§ 2. A l'article 8, § 1er, deuxième alinéa, du même arrêté royal, les mots « visés à l'article 2 et à l'article 3 » sont insérés entre les mots « praticiens » et « relèvement ».

Art. 6. A l'article 9, § 1er, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots « aux articles 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4 et 21bis ».

Art. 7. § 1er. Le texte actuel de l'article 13 du même arrêté royal forme le § 1er de cet article.

§ 2. L'article 13 du même arrêté royal est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Tout praticien visé à l'article 21bis est tenu, à la demande ou avec l'accord du patient, de communiquer à un autre praticien traitant désigné par ce dernier pour poursuivre ou compléter un acte visé à l'article 21bis, § 4, toutes les informations utiles et nécessaires d'ordre médical le concernant. »

Art. 8. A l'article 18, § 2, du même arrêté royal, remplacer les mots « aux articles 2, 3 et 4 » par les mots « aux articles 2, 3, 4 et 21bis ».

Art. 9. A l'article 19 du même arrêté royal, les mots « aux articles 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4 ou 21bis ».

Art. 10. Le chapitre Ier bis « L'exercice de l'art infirmier » du même arrêté royal est rémunéré en chapitre Ier.

Art. 11. § 1er. L'article 21bis du même arrêté royal est renuméroté en article 21quater.

§ 2. Au § 1er du même article, les mots « à l'article 21ter » sont remplacés par les mots « à l'article 21quinquies » et les mots « par l'article 21quater » par les mots « par l'article 21sexies ».

Art. 12. § 1er. L'article 21ter du même arrêté royal est renuméroté en article 21quinquies.

§ 2. Au même article, les mots « 21bis » sont remplacés par les mots « 21quater ».

Art. 13. § 1er. L'article 21quater du même arrêté royal est renuméroté en article 21sexies.

§ 2. Au même article, les mots « 21bis » sont remplacés par les mots « 21quater ».

Art. 14. § 1er. L'article 21quinquies du même arrêté royal est renuméroté en article 21septies.

§ 2. Aux §§ 1er et 2 du même article, les mots « 21bis » sont remplacés par les mots « 21quater ».

Art. 15. L'article 21sexies du même arrêté royal est renuméroté en article 21octies.

Art. 16. § 1er. L'article 21septies du même arrêté royal est renuméroté en article 21novies.

§ 2. Au même article, les mots « 21bis » sont remplacés par les mots « 21quater ».

§ 7. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Nationale Raad voor de Kinesitherapie. De Raad kan alleen geldig beslissen wanneer ten minste de helft van de gewone leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn. De beslissingen van de Raad worden genomen bij drievierde meerderheid van de leden bedoeld in § 4, 1° en 2°, voor zover deze meerderheid bestaat uit ten minste twee leden bedoeld in § 4, 2°.

HOOFDSTUK II. — *Andere wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 78 ten gevolge van de invoering van een hoofdstuk Ibis*

Art. 4. § 1. In artikel 7, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de artikelen 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 3, 4 en 21bis ».

§ 2. Artikel 7, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Op verzoek van de betrokkene, kan de Commissie het document viseren waarmee de onderwijsinstelling of de centrale examencommissie getuigt dat de verkrijger voor het eindexamen geslaagd is dat recht geeft op het vereiste diploma. »

Art. 5. § 1. In artikel 8, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de bij artikel 2 en artikel 3 bedoelde beoefenaars » vervangen door de woorden « de in de artikelen 2, 3, en 21bis bedoelde beoefenaars ».

§ 2. In artikel 8, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden tussen de woorden « de » en « beoefenaars » de woorden « in artikel 2 en in artikel 3 bedoelde » toegevoegd.

Art. 6. In artikel 9, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis ».

Art. 7. § 1. De huidige tekst van artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit vormt § 1 van dit artikel.

§ 2. Aan artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Elke in artikel 21bis bedoelde beoefenaar is ertoe gehouden, op verzoek of met instemming van de patiënt, aan een andere behandelende beoefenaar, aangewezen door deze laatste om een in artikel 21bis, § 4, bedoelde handeling te volgen of aan te vullen, alle nuttige en nodige inlichtingen van geneeskundige aard mede te delen die hem betreffen. »

Art. 8. In artikel 18, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « bedoeld bij de artikelen 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 en 21bis ».

Art. 9. In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « bedoeld bij de artikelen 2, 3 of 4 » vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 2, 3, 4 of 21bis ».

Art. 10. Hoofdstuk Ibis « De uitoefening van de verpleegkunde » van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot hoofdstuk Ier.

Art. 11. § 1. Artikel 21bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21quater.

§ 2. In § 1 van hetzelfde artikel worden de woorden « in artikel 21ter » en de woorden « in artikel 21quater » respectievelijk vervangen door de woorden « in artikel 21quinquies » en door de woorden « in artikel 21sexies ».

Art. 12. § 1. Artikel 21ter van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21quinquies.

§ 2. In hetzelfde artikel worden de woorden « 21bis » vervangen door de woorden « 21quater ».

Art. 13. § 1. Artikel 21quater van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21sexies.

§ 2. In hetzelfde artikel worden de woorden « 21bis » vervangen door de woorden « 21quater ».

Art. 14. § 1. Artikel 21quinquies van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21septies.

§ 2. In de §§ 1 en 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « 21bis » telkens vervangen door de woorden « 21quater ».

Art. 15. Artikel 21sexies van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21octies.

Art. 16. § 1. Artikel 21septies van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21novies.

§ 2. In hetzelfde artikel worden de woorden « 21bis » vervangen door de woorden « 21quater ».

Art. 17. L'article 21*octies* du même arrêté royal est renuméroté en article 21*decies*.

Art. 18. § 1er. L'article 21*novies* du même arrêté royal est renuméroté en article 21*undecies*.

§ 2. Au § 2 du même article, les mots « 21*bis* » sont remplacés par les mots « 21*quater* ».

Art. 19. L'article 21*decies* du même arrêté royal est renuméroté en article 21*duodecies*.

Art. 20. § 1er. L'article 21*undecies* du même arrêté royal est renuméroté en article 21*terdecies*.

§ 2. Au même article, les mots « 21*decies* » sont remplacés par les mots « 21*duodecies* ».

Art. 21. L'article 21*duodecies* du même arrêté royal est renuméroté en article 21*quaterdecies*.

Art. 22. A l'article 22, 1^o, du même arrêté royal, les mots « et aux articles 3, 4 et 21*bis* » sont remplacés par les mots « et aux articles 3, 4, 21*bis* et 21*quater* ».

Art. 23. A l'article 24 du même arrêté royal, les mots « et aux articles 3 et 4 » sont remplacés par les mots « et aux articles 3, 4 et 21*bis* ».

Art. 24. § 1er. A l'article 30, § 1er, premier alinéa, du même arrêté royal, il est inséré un 5^o*bis*, rédigé comme suit :

« 5^o*bis*. De deux kinésithérapeutes ».

§ 2. au même alinéa, le 5^o*bis* est renuméroté en 5^o*ter*.

§ 3. Au même § 1er, deuxième alinéa, les mots « 5^o*bis* » sont remplacés par les mots « 5^o*ter* ».

Art. 25. A l'article 35*ter* du même arrêté royal, les mots « aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis* et 22 » sont remplacés par les mots « 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater* et 22 ».

Art. 26. § 1er. A l'article 36, § 2, du même arrêté royal, il est inséré un « § 7^o*bis* » rédigé comme suit :

« § 7^o*bis*. deux kinésithérapeutes ».

§ 2. Au même § 2, le 7^o*bis* est renuméroté en § 7^o*ter*.

Art. 27. A l'article 37, § 1er, 2^o, b), du même arrêté royal, les mots « aux articles 2, 3, 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4 ou 21*bis* ».

Au même article, § 2, 1er alinéa, les mots « à 7^o*bis* » sont remplacés par les mots « à 7^o*ter* ».

Art. 28. § 1er. A l'article 38, § 1er, 1^o, premier et quatrième alinéas, du même arrêté royal, les mots « aux articles 2, 3, 4 ou 51 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4, 21*bis* ou 51 ».

§ 2. Au même § 1er, 3^o, deuxième alinéa, les mots « aux articles 2, 3 ou 4 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4 ou 21*bis* ».

§ 3. Au § 2, 2^o, du même article, les mots « aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 » sont remplacés par les mots « aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 21*bis* ».

Art. 29. A l'article 38*ter* du même arrêté royal, les mots « 21*bis*, 21*ter*, 21*quater* 21*sexies* » sont remplacés respectivement par les mots « 21*quater*, 21*quinquies*, 21*sexies* et 21*octies* ».

Art. 30. A l'article 38*quater* du même arrêté royal, les mots « 21*quinquies* » et « 21*septies* » sont remplacés respectivement par les mots « 21*septies* » et « 21*novies* ».

Art. 31. A l'article 39, 1^o, du même arrêté royal, les mots « 21*bis* » et « 21*ter* » sont remplacés respectivement par les mots « 21*quater* » et « 21*quinquies* ».

Art. 32. A l'article 44*octies*, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots « 21*quater* » sont remplacés par les mots « 21*sexies* ».

Art. 33. § 1er. A l'article 45, § 1er, du même arrêté royal, les mots « Conseil national de la kinésithérapie » sont insérés entre les mots « de la Commission médicale de recours » et les mots « du Conseil national de l'art infirmier ».

§ 2. Au § 2 du même article, les mots « 21*quater* » sont remplacés par les mots « 21*sexies* ».

Art. 34. A l'article 46*bis*, § 1er, du même arrêté royal, les mots « 21*ter* » et « 21*duodecies* » sont remplacés respectivement par les mots « 21*quinquies* » et « 21*quaterdecies* ».

Art. 17. Artikel 21*octies* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21*decies*.

Art. 18. § 1. Artikel 21*novies* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21*undecies*.

§ 2. In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « 21*bis* » vervangen door de woorden « 21*quater* ».

Art. 19. Artikel 21*decies* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21*duodecies*.

Art. 20. § 1. Artikel 21*undecies* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21*terdecies*.

§ 2. In hetzelfde artikel worden de woorden « 21*bis* » vervangen door de woorden « 21*duodecies* ».

Art. 21. Artikel 21*duodecies* van hetzelfde koninklijk besluit wordt vernummerd tot artikel 21*quaterdecies*.

Art. 22. In artikel 22, 1^o, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de artikelen 3, 4 en 21*bis* » vervangen door de woorden « de artikelen 3, 4, 21*bis* en 21*quater* ».

Art. 23. In artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « en de artikelen 3 en 4 » vervangen door de woorden « en de artikelen 3, 4 en 21*bis* ».

Art. 24. § 1. In artikel 30, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt een 5^o*bis* ingevoegd, luidende :

« 5^o*bis*. Twee kinesitherapeuten ».

§ 2. In hetzelfde lid wordt het 5^o*bis* vernummerd tot het 5^o*ter*.

§ 3. In dezelfde § 1, tweede lid, worden de woorden « 5^o*bis* » vervangen door de woorden « 5^o*ter* ».

Art. 25. In artikel 35*ter* van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis* en 22 » vervangen door de woorden « artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater* en 22 ».

Art. 26. § 1. In artikel 36, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt een « 7^o*bis* » ingevoegd, luidende :

« § 7^o*bis*. Twee kinesitherapeuten ».

§ 2. In dezelfde § 2, wordt het 7^o*bis* vernummerd tot het 7^o*ter*.

Art. 27. In artikel 37, § 1, 2^o, b), van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de artikelen 2, 3 of 4 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 3, 4 of 21*bis* ».

In hetzelfde artikel, § 2, eerste lid, worden de woorden « tot 7^o*bis* » vervangen door de woorden « tot 7^o*ter* ».

Art. 28. § 1. In artikel 38, § 1, 1^o, eerste en vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « de artikelen 2, 3, 4 of 51 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 3, 4, 21*bis* of 51 ».

§ 2. In dezelfde § 1, 3^o, tweede lid, worden de woorden « de artikelen 2, 3 of 4 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 3, 4 of 21*bis* ».

§ 3. In § 2, 2^o, worden de woorden « artikelen 2, 3, 4, 5 en 6 » vervangen door de woorden « artikelen 2, 3, 4, 5, 6 en 21*bis* ».

Art. 29. In artikel 38*ter* van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21*bis*, 21*ter*, 21*quater* en 21*sexies* » respectievelijk vervangen door de woorden « 21*quater*, 21*quinquies*, 21*sexies* en 21*octies* ».

Art. 30. In artikel 38*quater* van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21*quinquies* » en de woorden « 21*septies* » respectievelijk vervangen door de woorden « 21*septies* » en « 21*novies* ».

Art. 31. In artikel 39, 1^o, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21*bis* » en de woorden « 21*ter* » respectievelijk vervangen door de woorden « 21*quater* » en de woorden « 21*quinquies* ».

Art. 32. In artikel 44*octies*, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21*quater* » vervangen door de woorden « 21*sexies* ».

Art. 33. § 1. In artikel 45, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden tussen de woorden « de geneeskundige commissie van beroep » en de woorden « de Nationale Raad voor verpleegkunde » de woorden « de Nationale Raad voor de kinesithérapie » ingevoegd.

§ 2. In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « 21*quater* » vervangen door de woorden « 21*sexies* ».

Art. 34. In artikel 46*bis*, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21*ter* » en de woorden « 21*duodecies* » respectievelijk vervangen door de woorden « 21*quinquies* » en de woorden « 21*quaterdecies* ».

Art. 35. Dans le même arrêté royal est inséré un article 47, rédigé comme suit :

« Art. 47. § 1er. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 21bis sont délibérés en Conseil des ministres. Il sont pris après consultation, par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions, du Conseil national de la kinésithérapie et des Académies royales de médecine. Le Ministre peut requérir ces avis dans un délai qui ne peut être supérieur à trois mois. Passé ce délai, l'avis est censé avoir été donné.

§ 2. Si un arrêté royal visé au § 1er s'écarte de l'avis donné par le Conseil national de la kinésithérapie, il doit être publié conjointement avec un rapport au Roi motivant les divergences entre l'arrêté royal et l'avis, ainsi qu'avec le texte de ce dernier. »

Art. 36. A l'article 49, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots « 21ter » sont remplacés par les mots « 21quinquies ».

Art. 37. A l'article 50, § 1er, deuxième alinéa, et § 5, du même arrêté royal, les mots « 21ter » sont remplacés par les mots « 21quinquies ».

Art. 38. A l'article 54bis, § 1er, du même arrêté royal, les mots « 21bis » sont remplacés par les mots « 21quater ».

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 39. Par dérogation à l'article 21bis, § 2, deuxième alinéa, l'agrément visé à l'article 21bis, § 1er, est, à leur demande, accordé :

1° aux personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Elles disposent à cet effet de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente disposition. Pendant la durée de cette période transitoire, elles peuvent continuer à exercer la kinésithérapie;

2° aux personnes qui, à la date du 1er novembre 1996, étaient engagées dans une formation en kinésithérapie débouchant sur un diplôme d'enseignement supérieur en kinésithérapie au terme d'un enseignement de plein exercice comportant au moins trois années d'études pour autant qu'elles soient titulaires de ce diplôme avant le 1er novembre 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. SANTKIN

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 1632

[C — 16042]

15 MARS 1995. — Arrêté royal désignant les maladies des animaux soumises à l'application de l'article 9bis de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993 et 21 décembre 1994, notamment l'article 9bis;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai des mesures afin de pouvoir faire face avec la célérité et l'efficacité voulues à l'éradication d'une maladie de la liste A de l'O.I.E. en cas d'apparition d'une de ces maladies sur le territoire du Royaume;

Art. 35. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 47 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 47. § 1. De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 21bis worden in Ministerraad overlegd. Ze worden genomen na raadpleging door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, van de Nationale Raad voor de Kinesithérapie en van de Koninklijke Academiën voor Geneeskunde. De Minister kan deze adviezen inwinnen binnen een termijn die niet langer dan drie maanden mag zijn. Na het verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht te zijn gegeven.

§ 2. Indien een in § 1 bedoeld koninklijk besluit afwijkt van het advies verstrekt door de Nationale Raad voor de Kinesithérapie, moet dit advies samen met het verslag aan de Koning dat de afwijkingen tussen het koninklijk besluit en het advies rechtvaardigt, en met de tekst ervan, worden bekendgemaakt. »

Art. 36. In artikel 49, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21ter » vervangen door de woorden « 21quinquies ».

Art. 37. In artikel 50, § 1, tweede lid, en § 5, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21ter » vervangen door de woorden « 21quinquies ».

Art. 38. In artikel 54bis, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « 21bis » vervangen door de woorden « 21quater ».

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 39. In afwijking van artikel 21bis, § 2, tweede lid, wordt de in artikel 21bis, § 1, bedoelde erkenning op hun verzoek toegekend aan :

1° de door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering erkende personen. Daartoe beschikken ze over twee jaar vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling. Tijdens deze overgangperiode mogen ze de kinésithérapie blijven uitoefenen;

2° aan de personen die op 1 november 1996 ingeschreven waren voor een opleiding in de kinésithérapie die toegang verliet tot een diploma van het hoger onderwijs in de kinésithérapie, na een voltijds onderwijs van ten minste drie studiepunten, voor zover zij dit diploma vóór 1 november 2001 behalen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. SANTKIN

Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 1632

[C — 16042]

15 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de dierenziekten die vallen onder de toepassing van artikel 9bis van de diergezondheidswet van 24 maart 1987

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993 en 21 december 1994, inzonderheid artikel 9bis;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld maatregelen te nemen om een ziekte van de lijst A van het O.I.E. uit te roeien met de gewenste snelheid en efficiëntie, voor het geval een dergelijke ziekte zich op het grondgebied van het Rijk zou voordoen;